

L'emploi

M. Crombie: Madame le Président, la plupart des députés qui retournent dans leur circonscription de temps à autre ou voyagent partout au Canada afin d'assister à des assemblées publiques, ou participent à des groupes de travail ou quoi encore, ont dû être abasourdis comme moi en entendant l'opinion sur l'économie, sur ses répercussions au niveau de leur région ou même de leur quartier. La plupart des gens sont au courant de ce qui se passe par la connaissance directe qu'ils en ont. De manière générale, ils peuvent en toute connaissance de cause dire à leur député ce qui leur cause des soucis. En d'autres termes, «ils savent ce qu'ils connaissent».

Ils savent que nos problèmes ne sont pas uniques et ils ne passent pas leur temps à dénigrer le gouvernement. Ils ont une bien meilleure idée de ce qui se passe dans le monde qu'on est disposé à le reconnaître. Ils savent que toutes les nations du monde, en particulier les pays industrialisés occidentaux, traversent une période de mutation inconcevable. Ils savent que l'économie de tous les pays est stagnante et que, d'une façon ou d'une autre, les nouveaux prix énergétiques sont à la source de ces difficultés. Ils savent qu'elles sont liées à l'évolution technologique qui modifiera radicalement les conditions du travail au cours de la prochaine génération.

Ils savent que d'autres sont victimes du chômage ou encore de la perte de productivité. Ils savent que dans d'autres pays, les attentes de la société ont été cruellement déçues par les réalités économiques. Ils sont au courant des efforts que déploient d'autres pays pour trouver des solutions, tenter des expériences pour venir à bout d'un problème qu'ils savent être mondial. Ils savent que les graves difficultés des producteurs de bois au Canada ont leur écho au Japon. Ils savent que l'Allemagne de l'Ouest fait l'expérience de la retraite anticipée à l'âge de 45 ans. Ils savent que la France met à l'essai de vastes programmes d'emploi dans le secteur public. Ils savent que les États-Unis mettent à l'épreuve une théorie économique, la Reaganomique, axée sur l'offre. Ils sont au courant du nombre fantastique d'expériences et de tentatives qui se font dans le monde pour venir à bout de ce que l'on considère comme un problème mondial.

Les gens savent également que les résultats enregistrés par notre pays dans sa lutte contre ce problème d'envergure planétaire sont pitoyables. Les gens sont renseignés par la télévision, la radio, les journaux et les conversations. Ils savent que le problème est le même partout dans le monde et que les forces contre lesquelles nous luttons ne s'arrêtent pas à nos frontières, mais ils sont également persuadés que notre pays a failli à la tâche. Même s'ils ne connaissent pas les chiffres exacts, ils savent que le Canada tombe de plus en plus bas dans l'échelle mondiale.

Par exemple, en 1968, le niveau de vie au Canada se situait au troisième rang, derrière la Suède et les États-Unis. En 1980, le Canada a perdu sa troisième place, pour se retrouver au treizième rang. Nous sommes maintenant derrière la Suisse, la Norvège, le Danemark, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, la Finlande et d'autres pays. Il est notoire que le niveau de vie des Canadiens est tombé et que nous nous situons maintenant au treizième rang dans le monde.

Nul n'ignore que notre productivité industrielle vient à l'avant dernier rang de tout le monde industrialisé. Notre productivité a augmenté de seulement 2.3 p. 100 entre 1977 et 1980. Les pays comme l'Italie, la Suède, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni nous ont tous dépassés sur le plan de la productivité industrielle. Ils savent, eux aussi, que cette perte de productivité au Canada est attribuable au fait que depuis plus d'une décennie, le gouvernement d'en face refuse de prendre quelque initiative sérieuse que ce soit pour assurer des effets à long terme dans le domaine de la recherche et du développement.

● (1530)

Ils savent en outre que les emprunts coûtent beaucoup plus cher ici que dans tout autre pays industrialisé. Le taux privilégié frise actuellement les 18 p. 100. En Allemagne il est de 15.4 en France de 14 et au Royaume-Uni de 15 p. 100. Ils savent en outre que, de tous les pays industrialisés, le Canada est celui qui paie le plus cher les emprunts contractés pour acheter ce dont il a besoin. Pis encore comme statistique, ils savent que pour ce qui est du développement et des résultats économiques, le Canada est 21^{me} parmi les 24 nations industrialisées du monde occidental.

Évidemment, ils ne connaissent pas ces chiffres par cœur, monsieur l'Orateur, mais ils savent que les efforts que nous avons déployés pour nous attaquer à ce problème d'ordre mondial se sont soldés par un échec lamentable. C'est pourquoi la motion dont nous sommes saisis affirme qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de création d'emplois, mais que c'est le gouvernement qui, par la politique, a sciemment créé les difficultés qui ont fait monter le chômage à son taux le plus élevé depuis la dépression des années 30. Ils savent également que le gouvernement s'obstine à appliquer une politique basée sur le principe que pour lutter contre l'inflation, il faut hausser les taux d'intérêt et donc créer du chômage.

Le chômage n'est pas le fait du hasard au Canada, monsieur l'Orateur, ce n'est pas un effet secondaire résultant de l'évolution de l'économie. Si le chômage est si aigu au Canada c'est en raison de la politique délibérément appliquée par le gouvernement. Les Canadiens le savent. S'ils n'en étaient pas convaincus, c'est devenu clair à la lecture du budget. Ils ont compris, après l'avoir minutieusement examiné, que ce reposait sur un principe cher au gouvernement à savoir que le seul moyen de préparer l'avenir de notre pays, c'est de créer davantage de chômage. Voilà la conception simpliste qu'il s'en fait et, bien entendu, c'est la simple vérité.

Monsieur l'Orateur, je me suis entretenu avec des citoyens, non seulement à Toronto mais ailleurs au Canada, et ils ne s'attendent pas à des solutions faciles ou rapides. Ils savent que nous devons protéger le dollar, ils savent que s'il tombe à moins de 80c. nous aurons encore plus d'inflation, donc plus de chômage. Ils s'inquiètent du sort du dollar. Ils ne veulent pas qu'il perde de la valeur parce qu'ils connaissent les effets néfastes d'une dévaluation en termes pratiques. Cependant, ils s'opposent à la façon dont le gouvernement procède pour juguler l'inflation, car ils se refusent à payer la rançon de la politique gouvernementale sous forme d'une hausse ininterrompue et délibérée du chômage.